Écoblanchiment et responsabilité

Dr Alexander Ressos, TEP
Attorney-at-Law (Switzerland and Germany),
Solicitor (England & Wales and Hong Kong)
Of Counsel, KGP Legal LLC
alexander.ressos@kgplegal.com.sg
www.ressos.com.sg

Les fonds ESG destinés aux investisseurs de détail

L'écoblanchiment, qui consiste à présenter des produits ou des activités comme plus durables qu'ils ne le sont, est le risque juridique qui accompagne l'essor du domaine. La Monetary Authority of Singapore (MAS, l'autorité monétaire et de surveillance financière) l'a d'abord abordé sur le marché des fonds destinés aux investisseurs de détail. Une circulaire du 28 juillet 2022 a précisé comment les exigences existantes du Code on Collective Investment Schemes et des règlements relatifs aux offres de placements collectifs s'appliquent aux fonds dont l'orientation d'investissement principale repose sur des facteurs ESG. Depuis le 1er janvier 2023, les fonds ESG destinés aux investisseurs de détail doivent fournir des informations claires sur leur orientation en matière de durabilité, leur stratégie, leurs risques et leurs limites, et rendre compte chaque année de la manière dont ils ont atteint leurs objectifs.[1] Un fonds ne peut se présenter comme fonds ESG dans sa dénomination que si une part substantielle de ses actifs, fixée aux deux tiers de sa valeur nette d'inventaire, est investie conformément à sa stratégie ESG.[2]

La MAS a complété la circulaire par un document d'information sur les bonnes pratiques de publication pour les fonds ESG destinés aux investisseurs de détail en décembre 2024, mis à jour en juin 2026 pour traiter le risque d'écoblanchiment.[3]

© 2026 Dr Alexander Ressos. General information only, not legal, tax or investment advice. No client relationship is created. All Singapore law advice is provided by a duly licensed and regulated firm of Singapore advocates and solicitors only on the basis of an express written letter of engagement. More information at SingaporeIQ.com and ressos.com.sg.

L'approche est typique de la MAS : le droit existant est appliqué à un phénomène nouveau au moyen d'orientations, tandis que des revues thématiques montrent au secteur ce que l'autorité de surveillance considère comme de bonnes et de mauvaises pratiques.

Déclarations inexactes et responsabilité en droit commun

Singapour ne dispose d'aucune loi spécifiquement consacrée à l'écoblanchiment. La responsabilité repose sur des dispositions générales. Le Securities and Futures Act 2001 (SFA, la loi sur les valeurs mobilières et les contrats à terme) interdit les déclarations fausses ou trompeuses susceptibles d'inciter à la souscription, à la vente ou à l'achat de valeurs mobilières ou de parts de placements collectifs. Il ouvre également aux investisseurs des recours civils en cas de déclarations inexactes dans les prospectus et les documents d'offre. Pour l'activité de conseil, le Financial Advisers Act 2001 et les notices de la MAS sur les recommandations exigent un fondement raisonnable pour toute recommandation, ce qui englobe les allégations relatives aux caractéristiques de durabilité d'un produit. Les consommateurs qui ne sont pas investisseurs peuvent invoquer le Consumer Protection (Fair Trading) Act 2003, qui qualifie les déclarations trompeuses de pratique déloyale.[4] Le droit de la misrepresentation et de la negligent misstatement, que Singapour a reçu de l'Angleterre et qui est examiné au chapitre J.III, complète le tableau.

En septembre 2026, aucun tribunal singapourien n'avait tranché d'affaire publiée d'écoblanchiment contre un établissement financier. L'absence de jurisprudence ne signifie pas l'absence de risque. Les poursuites à l'étranger montrent la direction. Le 25 septembre 2023, la Securities and Exchange Commission des États-Unis a infligé une amende de 19 millions de dollars US à DWS Investment Management Americas, une filiale de la Deutsche Bank. La société s'était présentée comme un leader de l'intégration ESG alors que, d'août 2018 à fin 2021, elle n'avait pas mis en œuvre de manière adéquate sa propre politique d'intégration ESG.[5] L'affaire illustre le schéma typique, dans lequel le manquement résidait dans un écart entre les allégations marketing et les processus internes.

© 2026 Dr Alexander Ressos. General information only, not legal, tax or investment advice. No client relationship is created. All Singapore law advice is provided by a duly licensed and regulated firm of Singapore advocates and solicitors only on the basis of an express written letter of engagement. More information at SingaporeIQ.com and ressos.com.sg.

Les établissements de Singapour sont exposés à ces règles par leurs structures de groupe et leurs clients. Un gestionnaire d'actifs singapourien qui distribue des fonds en Europe doit respecter les règles européennes de publication. Une banque qui commercialise des produits liés à la durabilité auprès de clients d'Australie, des États-Unis ou du Royaume-Uni est confrontée à la pratique répressive de ces juridictions. La norme singapourienne n'est donc qu'un minimum. En pratique, les établissements de la place mesurent leurs allégations de durabilité à l'aune de la juridiction la plus stricte dans laquelle ils opèrent.

Notations ESG et fournisseurs de données

De nombreuses allégations de durabilité reposent sur des notations et des données fournies par des tiers. Le plan FiNZ a annoncé un code de conduite pour les fournisseurs de notations ESG et de produits de données.[6] La MAS a publié le code définitif le 6 décembre 2023. Il fixe des normes de base pour la transparence des méthodologies et des sources de données, pour la gouvernance et pour la gestion des conflits d'intérêts. Il encourage également les fournisseurs à indiquer comment ils tiennent compte des facteurs prospectifs. Le respect du code fait l'objet d'une auto-attestation au moyen d'une liste de contrôle, que la MAS a encouragé les fournisseurs à publier dans un délai de douze mois.[7] Le choix d'un code plutôt que d'une réglementation contraignante reflète le caractère international des fournisseurs, dont la plupart sont établis aux États-Unis ou en Europe. Il laisse aussi ouverte la possibilité de règles plus strictes si l'approche volontaire échoue, une séquence que la MAS a utilisée dans d'autres domaines.

Le transition-washing et la responsabilité de demain

Le risque propre à la stratégie de Singapour est le transition-washing. Une taxonomie dotée d'une catégorie orange, un dispositif de subvention pour les obligations de transition et des orientations prudentielles qui privilégient le dialogue sur la sortie reposent tous sur la crédibilité de plans de transition qui ne seront mis à l'épreuve que sur de nombreuses années. Une société qui émet aujourd'hui une obligation de transition et abandonne son plan en 2030 expose l'émetteur,

© 2026 Dr Alexander Ressos. General information only, not legal, tax or investment advice. No client relationship is created. All Singapore law advice is provided by a duly licensed and regulated firm of Singapore advocates and solicitors only on the basis of an express written letter of engagement. More information at SingaporeIQ.com and ressos.com.sg.

l'arrangeur et les investisseurs à des accusations de déclarations inexactes. Les règles de publication, les lignes directrices sur la planification de la transition et l'exigence de plans de transition au niveau de l'entité pour les instruments subventionnés visent à constituer un dossier documentaire à l'aune duquel de telles allégations pourront être jugées ultérieurement.

Les administrateurs (directors) sont également exposés. En droit des sociétés singapourien, les administrateurs sont tenus d'agir honnêtement et avec une diligence raisonnable dans l'exercice de leurs fonctions.[8] À mesure que les risques climatiques deviennent financièrement significatifs et que la publication devient obligatoire, les administrateurs qui ignorent ces risques ou approuvent des déclarations trompeuses peuvent manquer à cette obligation. L'évolution est progressive, mais elle rattache la gouvernance climatique à une norme de conduite établie et susceptible d'être sanctionnée.

Notes

1. MAS, « CFC 02/2022 – Disclosure and Reporting Guidelines for Retail ESG Funds », mas.gov.sg, publié le 28 juillet 2022 (consulté en novembre 2026) : la circulaire expose les attentes de la MAS quant à l'application aux fonds ESG destinés aux investisseurs de détail des exigences existantes du Code on Collective Investment Schemes et des Securities and Futures (Offers of Investments) (Collective Investment Schemes) Regulations. — MAS, « Regulatory and Supervisory Approach », précité : « From 1 January 2023, Retail ESG funds would be required to provide clear disclosures » ; lignes directrices destinées à « mitigate greenwashing risks ». ↩
2. MAS Circular CFC 02/2022, paragraphes relatifs aux dénominations des fonds : au moins deux tiers de la valeur nette d'inventaire investis conformément à la stratégie ESG. ↩
3. MAS, « Regulatory and Supervisory Approach », précité : Information Paper on Good Disclosure Practices for Retail ESG Funds publié en décembre 2024 et mis à jour en juin 2026 pour traiter le risque d'écoblanchiment. ↩

© 2026 Dr Alexander Ressos. General information only, not legal, tax or investment advice. No client relationship is created. All Singapore law advice is provided by a duly licensed and regulated firm of Singapore advocates and solicitors only on the basis of an express written letter of engagement. More information at SingaporeIQ.com and ressos.com.sg.

4. Securities and Futures Act 2001, section 199 (déclarations fausses ou trompeuses) et sections 253–254 (responsabilité civile et pénale pour les déclarations fausses ou trompeuses dans les prospectus). — Financial Advisers Act 2001, section 27 (fondement raisonnable des recommandations). — Consumer Protection (Fair Trading) Act 2003, section 4 et Second Schedule (pratiques déloyales, y compris les déclarations fausses ou trompeuses sur les caractéristiques de biens ou de services). ↩
5. US Securities and Exchange Commission, communiqué de presse 2023-194, 25 septembre 2023, sec.gov (consulté en novembre 2026) : amende de 19 millions de dollars US pour déclarations ESG inexactes infligée à DWS Investment Management Americas Inc., filiale de la Deutsche Bank, dans le cadre d'un total de 25 millions de dollars US ; la société affirmait que l'ESG faisait partie de son « DNA », mais n'a pas mis en œuvre de manière adéquate les dispositions de sa politique mondiale d'intégration ESG d'août 2018 à fin 2021. ↩
6. MAS, communiqué de presse du 20 avril 2023, précité, sur le code de conduite pour les fournisseurs de notations et de données ESG. ↩
7. MAS, « MAS Publishes Code of Conduct for Providers of ESG Rating and Data Products », communiqué de presse, 6 décembre 2023, mas.gov.sg (consulté en novembre 2026) : normes de base sur la transparence des méthodologies et des sources de données, la gouvernance et les conflits d'intérêts ; publication des facteurs prospectifs encouragée ; auto-attestation au moyen d'une liste de contrôle, les fournisseurs étant encouragés à annoncer leur adhésion et à publier la liste de contrôle dans un délai de 12 mois ; l'ICMA tient une liste des fournisseurs adhérents. ↩
8. Companies Act 1967, section 157 (obligation d'agir honnêtement et avec une diligence raisonnable). ↩

© 2026 Dr Alexander Ressos. General information only, not legal, tax or investment advice. No client relationship is created. All Singapore law advice is provided by a duly licensed and regulated firm of Singapore advocates and solicitors only on the basis of an express written letter of engagement. More information at SingaporeIQ.com and ressos.com.sg.

Disclaimer

This article is provided for general information only. It is based on publicly available sources as at its date of publication. These sources have not been independently verified against licences, regulatory registers or the records of the entities concerned. It is not legal, tax, financial or investment advice. Nor is it a recommendation to invest in, transact with or use the services of any entity mentioned. Law and regulation change frequently, so the content may be incomplete or outdated. To the fullest extent permitted by law, Dr Alexander Ressos and the publisher of SingaporeIQ exclude all liability for loss or damage arising from the use of or reliance on this article. Readers should obtain advice on their specific circumstances before acting or refraining from action.

Names and trademarks of the entities discussed belong to their owners and are used for identification only. Their mention implies no endorsement, affiliation or allegation of wrongdoing. All Singapore law advice is provided by a duly licensed and regulated firm of Singapore advocates and solicitors only on the basis of an express written letter of engagement. Corrections and updates: contact@ressos.com.

© 2026 Dr Alexander Ressos. This article may be quoted with attribution to SingaporeIQ (SingaporeIQ.com). Reproduction in full and any commercial use require prior written consent. The Legal Terms at https://singaporeiq.com/legal-terms apply.

Author contact: Dr Alexander Ressos, TEP · contact@ressos.com